



# Étude de faisabilité sur les retenues hivernales

## Compte rendu du Comité Inter-territoires

à l'Hôtel du Département de Béziers  
le 12 octobre 2023



# Sommaire

<b>Rappel des objectifs et du déroulé de la rencontre .....</b>	<b>3</b>
L'objectif du Comité Inter-territoire et des rencontres proposées .....	3
Le déroulé de la rencontre du 12 octobre .....	4
Comment lire le compte-rendu ? .....	4
<b>Synthèse collective des enjeux par groupe .....</b>	<b>6</b>
En un coup d'œil .....	7
La formalisation des enjeux par le groupe « Institutions publiques et partenaires associés » .....	8
La formalisation des enjeux par le groupe « Expertises scientifiques et associatives » .....	10
La formalisation des enjeux par le groupe « Monde Agricole » .....	12
<b>Synthèse globale des enjeux .....</b>	<b>14</b>
La hiérarchisation globale des enjeux .....	15
Les compléments recueillis pour chaque enjeu (synthèse) .....	16
<b>Synthèse transversale du tour de table .....</b>	<b>20</b>
<b>Notre proposition pour la prochaine rencontre .....</b>	<b>31</b>

\*\*\*

*Dans un document distinct:*

## Annexes

- Support de présentation
- Les compléments recueillis pour chaque enjeu (saisie des contributions individuelles)
- Saisie intégrale des tours de table

# Rappel des objectifs et du déroulé de la rencontre

## L'objectif du Comité Inter-territoire et des rencontres proposées

L'objectif du Comité Inter-territoires est d'amorcer un travail collectif autour de l'étude de faisabilité en cours en associant, à l'échelle des 3 territoires, des représentants des différentes parties prenantes concernées : le monde agricole<sup>1</sup>, les associations et le monde de la recherche<sup>2</sup>, les collectivités, institutions et partenaires publics<sup>3</sup>.

Pour permettre une répartition équilibrée des parties prenantes concernées, il a été demandé à chacun de respecter un nombre maximum de 1 à 2 représentant(s) par structure. Toutes les structures invitées n'étaient pas présentes le 12 octobre, mais elles seront destinataires du compte rendu et invitées à rejoindre le Comité lors des prochaines rencontres.

En effet, le travail mené le 12 octobre doit être pensé en lien avec la prochaine rencontre, le 27 novembre prochain :

- Les objectifs de cette première rencontre étaient ainsi d'arriver à formaliser et à prioriser les enjeux vis-à-vis de l'étude en cours, mais aussi de permettre de les partager pour identifier quels sont les points de convergence et de divergence entre les différentes parties prenantes.
- La prochaine rencontre du 27 novembre permettra alors de repartir de ces enjeux et problématiques prioritaires pour débiter un travail collectif permettant d'identifier des réponses opérationnelles, soit par des solutions à intégrer au projet, soit par des actions à mener en parallèle et en complémentarité sur la durée. Chaque proposition de solutions fera l'objet d'une analyse de faisabilité par les équipes départementales et techniques.

L'objectif in fine est bien de réussir à formaliser une réflexion collective (ce qui ne veut pas dire unique), pour alimenter l'étude, mais aussi de partager les conclusions du Comité Inter-territoires auprès des habitants et acteurs locaux dans les prochaines réunions locales.

---

<sup>1</sup> Chambre d'Agriculture de l'Hérault, FDSEA 34, CDJA34, Confédération Paysanne, SAFER, Coordination Rurale 34, Vignerons Indépendants 34, CIVAM Bio 34, Union des ASA d'Irrigation et de Gestion d'Ouvrages de l'Hérault – AIGO, La Coopération Agricole Occitanie.

<sup>2</sup> France Nature Environnement, Ligue de Protection des Oiseaux, UFC Que Choisir, COOPERE 34, EPTB : Fleuve Hérault / Orb Libron / Astien, Terres Vivantes, Fédérations départementales de pêche et de chasse, l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture et l'Environnement, Conservatoire des Espaces Naturels, Coord'eau 34

<sup>3</sup> DREAL Occitanie, SDIS 34, l'Office Français de la Biodiversité, Communes : Autignac / Magalas / Pouzolles / Florensac / Caussiniojols / Coulobres, Commissions Locales de l'Eau : Fleuve Hérault / Orb-Libron / Nappe Astienne, Agence de l'Eau Rhône, Méditerranée, Corse, DDTM 34

## Le déroulé de la rencontre du 12 octobre

Pour échanger lors de la rencontre du 12 octobre, les participants étaient dans un premier temps répartis en 3 tables :

- Une table rassemblant des acteurs représentant le « Monde agricole »
- Une table rassemblant les acteurs représentant les « Expertises scientifiques et associatives »
- Une table rassemblant les acteurs représentant les « Institutions publiques et partenaires associés »

41 personnes étaient présentes lors de la rencontre du 12 octobre, dont 19 personnes représentaient le « Monde agricole », 11 personnes représentant les « Expertises scientifiques et associatives » et 11 personnes représentant les « Institutions publiques et partenaires associés ».

La rencontre s'est tenue de la manière suivante :

- Un temps de présentation qui a permis de :
  - o Rappeler brièvement les contours de l'étude en cours, présentée en Comité stratégique le 9 mai 2022, puis au cours des réunions publiques locales de juin 2022 . L'ensemble des éléments connus à ce stade sont repris dans le compte rendu des réunions locales disponible ici : <https://herault.fr/1777-etude-sur-les-retenues-hivernales-vos-questions-nos-reponses.htm>.
  - o Présenter la synthèse transversale des contributions recueillies lors des réunions locales (les contributions pour chaque territoire étant consignées en détail dans le compte rendu). Les diapositives présentées sont disponibles en annexe de ce compte rendu.
- Un temps contributif qui s'est déroulé en 2 séquences :
  - o Une première séquence pendant laquelle les acteurs étaient répartis en 3 tables selon le type de parties prenantes qu'ils représentaient (cf. ci-dessus) et invités à formaliser et prioriser les enjeux qui leur paraissaient les plus importants dans le travail en cours, d'abord de manière individuelle puis collective (sachant que l'ensemble des enjeux, issus de la concertation locale, est pris en compte dans l'étude)
  - o Une deuxième séquence où les participants de chaque groupe étaient invités à se répartir de manière équilibrée aux différentes tables ; après lecture des enjeux prioritaires identifiés par chacun des groupes, les participants étaient invités à exprimer pendant un tour de table ce qu'ils retenaient de ces échanges
- Une brève conclusion collective pour proposer une date pour la prochaine rencontre du Comité Inter-territoires

## Comment lire le compte-rendu ?

Les pages qui suivent restituent les échanges et sont organisées comme suit :

- La première partie restitue la synthèse collective qui a été élaborée dans chaque groupe pendant la première séquence du temps contributif; c'est cette synthèse qui a été lue au début de la séquence 2 du temps contributif, avant de réaliser le tour de table
- La deuxième partie propose une synthèse globale de la manière dont les participants ont hiérarchisé et commenté les enjeux de manière individuelle, afin d'obtenir une vision d'ensemble de ces enjeux indépendamment de l'appartenance à un groupe ou à un autre

- La troisième partie fait une analyse transversale de la séquence 2 du temps contributif, en mettant en commun les 3 tours de table pour identifier les préoccupations communes et les divergences potentielles au sein du Comité Inter-territoire

Une dernière partie présente la proposition d'objectifs et de méthode pour la prochaine rencontre du Comité Inter-territoires, afin que chacun puisse s'il le souhaite préparer des éléments à partager avec les autres membres du Comité le 27 novembre prochain.

Enfin le support de présentation, la saisie des contributions individuelles de la séquence 1 et celle des tours de tables de la séquence 2 sont disponibles en annexes à ce document.

# Synthèse collective des enjeux par groupe

## En un coup d'œil...

### Groupe « Institutions publiques et partenaires associés »

1



Enjeu de **maintien d'une agriculture locale vivante et de qualité** sur le territoire (pour les générations actuelles et futures)

2



Enjeu de **partage équitable de l'eau** pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non-agricoles à l'aval de la retenue

3



Enjeu d'**évolution du modèle agricole** pour l'adapter au changement climatique

4



Enjeu de **prise en compte des impacts locaux** des retenues pour les habitants (valeur des biens immobiliers, insertion paysagère, sécurité des riverain.e.s, moustiques, etc...)

5



Enjeu de **sécurité des ouvrages** (défense incendie, sécurisation des abords,...)

### Groupe « Expertises scientifiques et associatives »

1



Enjeu d'**évolution du modèle agricole** pour l'adapter au changement climatique

2



Enjeu de **réponse aux problématiques écologiques** (éviter/réduire/compenser des impacts, plus-values environnementales possibles...)

3



Enjeu de **partage équitable de l'eau** pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non-agricoles à l'aval de la retenue

4



Enjeu de **transparence et d'information** (impacts positifs et négatifs du projet, retombées des actions menées, utilisation de l'eau, ...)

5



Enjeu de **sécurité d'approvisionnement en eau** par rapport au remplissage des retenues (partage de la ressource Aqua Domitia)

### Groupe « Monde agricole »

1



Enjeu d'**évolution du modèle agricole** pour l'adapter au changement climatique

2



Enjeu de **résilience agricole et alimentaire** (diversification des cultures et/ou productions vivrières)

3



Enjeu de **maintien d'une agriculture locale vivante et de qualité** sur le territoire (pour les générations actuelles et futures)

4



Enjeu de **partage équitable de l'eau** pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non-agricoles à l'aval de la retenue

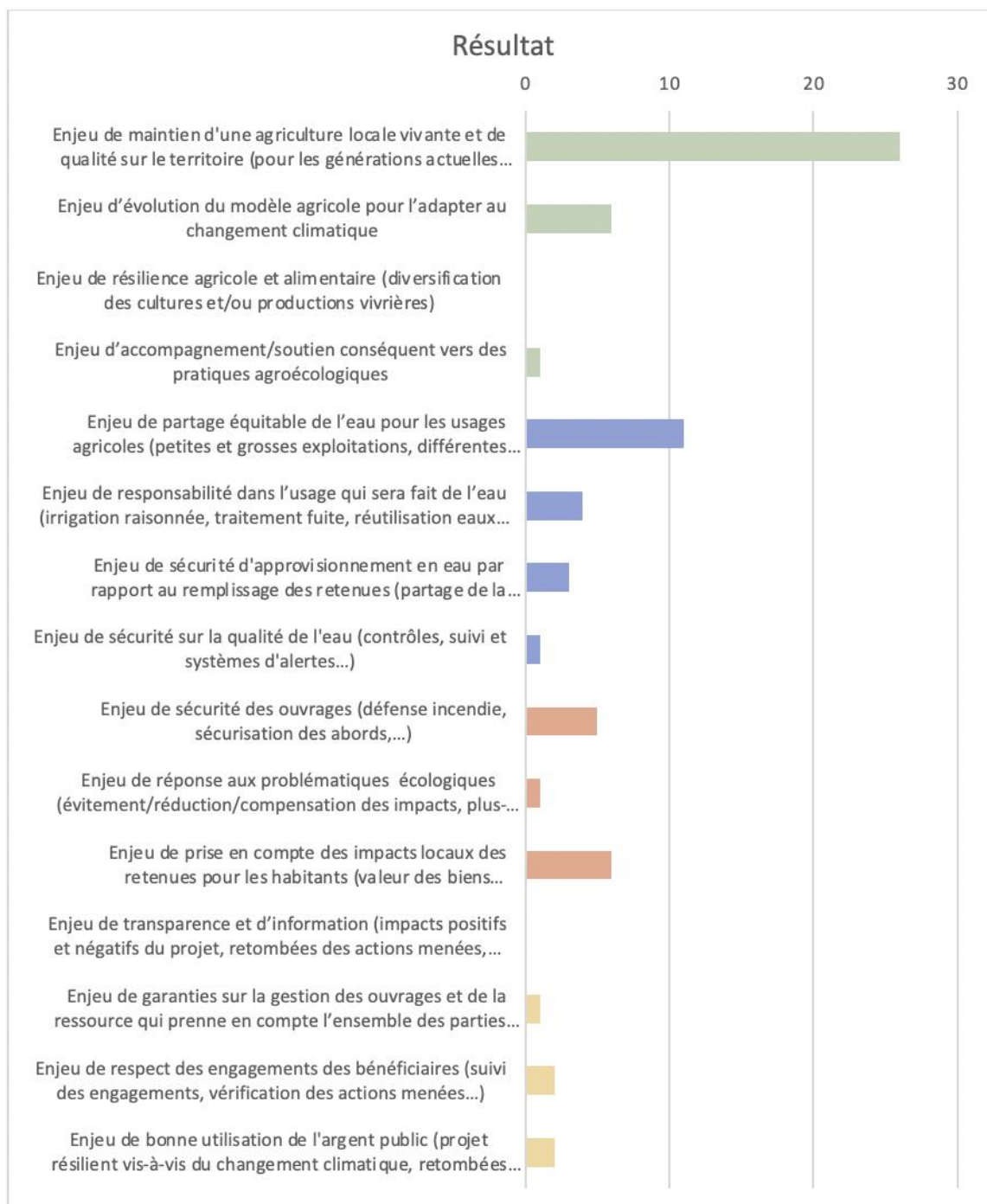
5



Enjeu de **responsabilité dans l'usage** qui sera fait de l'eau (irrigation raisonnée, traitement fuite, réutilisation eaux usées...)

## La formalisation des enjeux par le groupe « Institutions publiques et partenaires associés »

Chaque groupe était composé de 11 à 19 personnes. Chaque personne devait choisir 3 enjeux prioritaires selon lui. Chaque enjeu placé en premier valait 3 points ; placé en second, 2 points et placé en troisième, 1 point. La pondération des enjeux choisis par chacun des participants du groupe a montré la hiérarchisation suivante :



Les pages suivantes restituent les compléments apportés par les participants sur les 5 enjeux dont les « fréquences de choix » étaient les plus élevés ; c'est cette synthèse qui a ensuite été partagée entre les groupes en séquence 2.



L'enjeu de **maintien d'une agriculture locale vivante et de qualité** sur le territoire (pour les générations actuelles et futures)

Il nous semble que la viticulture est la culture la mieux adaptée à nos territoires et à notre climat car elle est très sobre en eau.

Il est important pour nous de maintenir les agriculteurs existants et de sécuriser les jeunes exploitants.

Nous souhaitons soutenir une agriculture qui contribue et doit continuer à contribuer à la vie rurale locale, à l'économie locale, aux paysages, à la biodiversité et au vivant et à la lutte incendie.

2<sup>ème</sup>enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **partage équitable de l'eau** pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non agricoles en aval de la retenue

L'eau est un bien commun, à partager avec d'autres usages : la défense incendie en priorité, mais aussi l'environnement et la biodiversité.

Les retenues permettraient de réduire la pression sur la ressource en eau potable.

Il y a aussi un enjeu d'équité entre grosses et petites exploitations : faire en sorte que proportionnellement ça ne pèse pas économiquement plus lourd pour les plus « petits ».

3<sup>ème</sup>enjeu identifié par le groupe : l'enjeu d'**évolution du modèle agricole** pour l'adapter au changement climatique

Apporter de l'eau ne peut pas être la seule solution : il faut aussi adapter la culture en lien avec les besoins et les budgets alimentaires de demain, les enjeux locaux...

Cela doit passer par le maintien de l'existant pour l'améliorer, et cela sera forcément progressif

=> les retenues sont une mesure qui faciliterait la transition climatique en cours, transitoire, et permettre cette évolution sur les filières économiques en place qui prendra du temps

4<sup>ème</sup>enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **prise en compte des impacts locaux des retenues** pour les habitants (valeur des biens immobiliers, insertion paysagère, sécurité des riverain.e.s, moustiques, etc.)

Il y a des difficultés sur les territoires où les habitations sont proches des retenues, et où la population s'inquiète des risques / inconvénients qui en découleraient pour finalement être défavorable au projet

- Importance de faire des projets de qualités, bien intégrés voire qui deviennent des lieux de vie
- Importance d'une bonne information, objective et transparente, avec des exemples pour rassurer sur ce que sont réellement ces retenues

5<sup>ème</sup>enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **sécurité des ouvrages** (défense incendie, sécurisation des abords...)

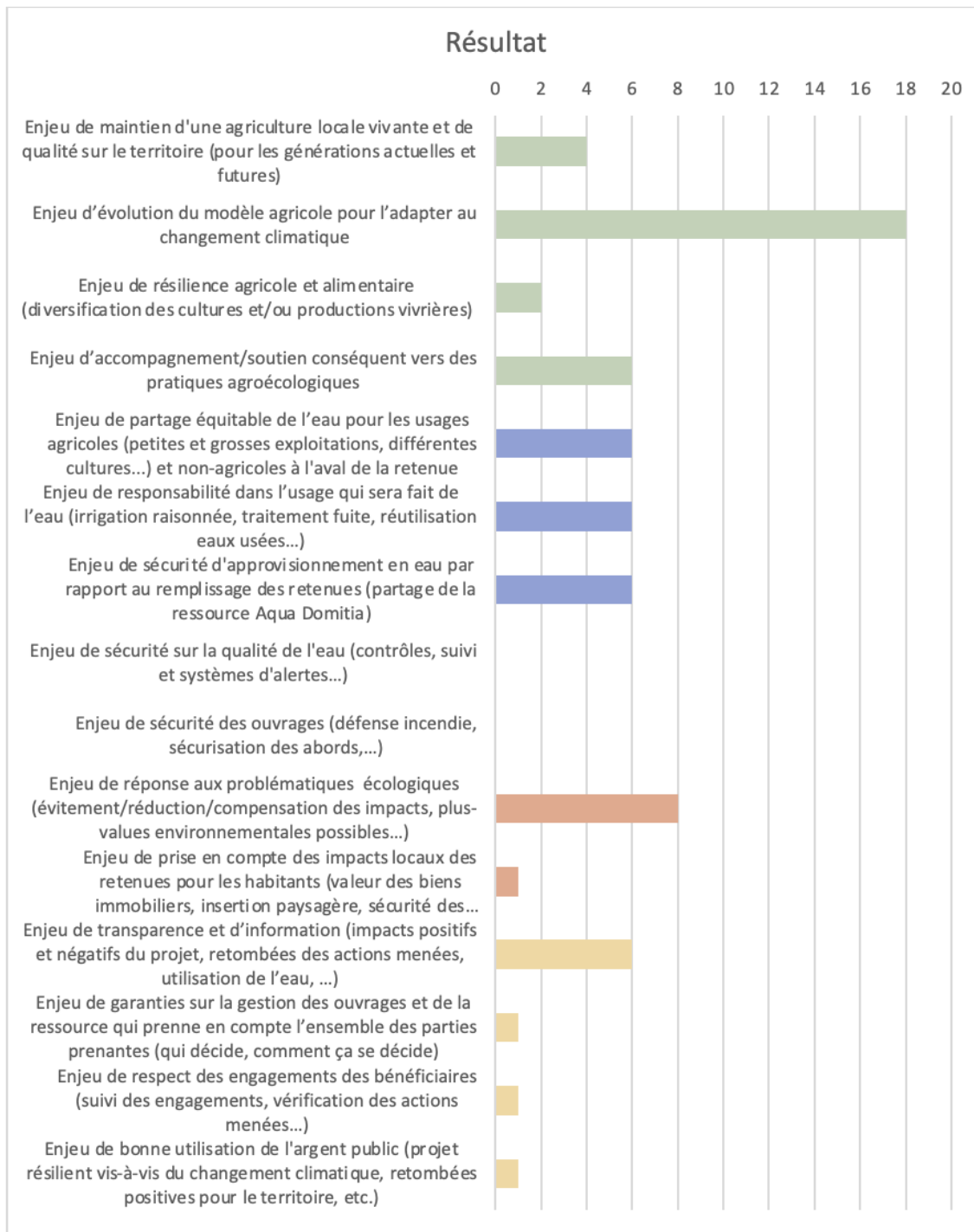
Peu d'inquiétude sur la sécurité en tant que telle des ouvrages, qui est très réglementée.

En termes de défense incendie, ces retenues seraient un vrai atout pour la rapidité d'intervention et éviter de vider les châteaux d'eau.

Une vigilance particulière à avoir sur les accès aux ouvrages pour éviter les incidents ou les dégradations.

## La formalisation des enjeux par le groupe « Expertises scientifiques et associatives »

Chaque groupe était composé de 11 à 19 personnes. Chaque personne devait choisir 3 enjeux prioritaires selon lui. Chaque enjeu placé en premier valait 3 points ; placé en second, 2 points et placé en troisième, 1 point. La pondération des enjeux choisis par chacun des participants du groupe a montré la hiérarchisation suivante :



Les pages suivantes restituent les compléments apportés par les participants sur les 5 enjeux dont les « scores » étaient les plus élevés ; c'est cette synthèse qui a ensuite été partagée entre les groupes en séquence 2.

### 1<sup>er</sup> enjeu identifié par le groupe : Enjeu d'**évolution du modèle agricole** pour l'adapter au changement climatique

Il nous semble que ce projet est l'occasion de se questionner, d'avoir une vision à long terme, d'intégrer l'évolution de l'agriculture au projet de retenues à long terme.

Cela nous paraît nécessaire de mettre en priorité la question du développement durable sur le long terme (durabilité).

Cet enjeu permet de réfléchir aux cultures qui ont du sens par rapport au changement climatique, pour adapter nos cultures au climat.

Rappelons que cet enjeu est déjà en marche : sur le terrain, les agriculteurs sont déjà en difficulté face au changement climatique.

Cet enjeu permet enfin de se poser une question globale : « dans quelle mesure les retenues constituent une réponse globale à l'adaptation du modèle agricole ? »

### 2<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : Enjeu de **réponse aux problématiques écologiques** (éviter/réduire/compenser des impacts, plus-values environnementales possibles...)

Nous souhaitons que cet enjeu soit pris en compte dans le but d'avoir de l'information et de la transparence sur ce point, et que tous les acteurs puissent donner leur avis, que les enjeux écologiques à court et long terme soient bien compris par tous.

Nous souhaitons avoir de la transparence sur la balance entre le biotope existant/biotope futur.

Notre souhait est que l'impact sur le biotope soit le moins important possible, et que la question de la compensation soit abordée avec l'objectif de « zéro compensation » car nous allons avoir d'énormes besoins de compensation et que nous ne savons pas comment faire cela efficacement.

Cet enjeu passe enfin par une exploration plus en profondeur de l'effet de l'utilisation de l'eau du Rhône sur les sols et nappes phréatiques, pour bien évaluer le danger.

### 3<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : Enjeu de **partage équitable de l'eau** pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non-agricoles à l'aval de la retenue

Cet enjeu nous paraît fondamental car il s'agit de financements publics et que l'eau est un bien commun.

Nous souhaitons une répartition juste, ce qui signifie se poser la question de l'équité (entre petits/grands, monocultures/cultures diversifiées) : « quelle équité pour quels objectifs ? »

Répondre à cet enjeu doit permettre de contribuer à l'autosuffisance alimentaire du territoire.

### 4<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : Enjeu de **transparence et d'information** (impacts positifs et négatifs du projet, retombées des actions menées, utilisation de l'eau, ...)

Cela nous paraît indispensable d'avoir de la transparence et de l'information pour pouvoir raisonner et discuter sereinement, et non pas faire une bagarre de slogans.

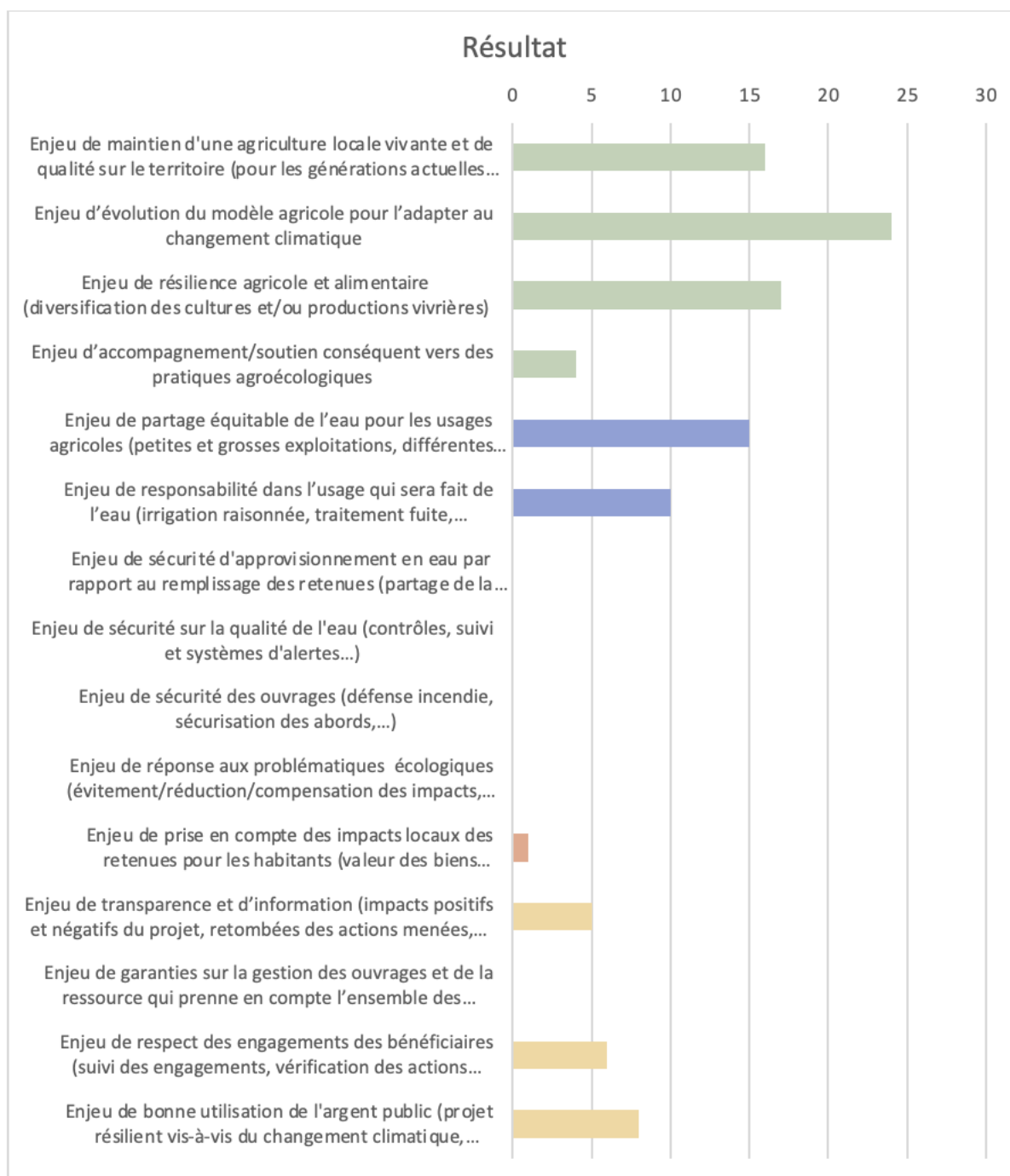
Il s'agit aussi de pouvoir mesurer la pertinence du projet (notamment par rapport à la viticulture).

### 5<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : Enjeu de **sécurité d'approvisionnement en eau** par rapport au remplissage des retenues (partage de la ressource Aqua Domitia)

Cet enjeu permet d'être sûr que l'eau souterraine du territoire ne sera pas utilisée car l'eau manque déjà ; il ne faut pas affaiblir encore les ressources.

## La formalisation des enjeux par le groupe « Monde Agricole »

Chaque groupe était composé de 11 à 19 personnes. Chaque personne devait choisir 3 enjeux prioritaires selon lui. Chaque enjeu placé en premier valait 3 points ; placé en second, 2 points et placé en troisième, 1 point. La pondération des enjeux choisis par chacun des participants du groupe a montré la hiérarchisation suivante :



Les pages suivantes restituent les compléments apportés par les participants sur les 5 enjeux dont les « scores » étaient les plus élevés ; c'est cette synthèse qui a ensuite été partagée entre les groupes en séquence 2.

1<sup>er</sup> enjeu identifié par le groupe : l'enjeu **d'évolution du modèle agricole** pour l'adapter au changement climatique

Sur le principe, tout le monde pourrait soutenir que la diversification est souhaitable avec la disponibilité de l'irrigation ; l'enjeu est alors de rendre les acteurs capables de se lancer. La diversification prend du temps et a des impacts économiques sur la viabilité des exploitations, surtout au début de la transition. Les agriculteurs se lanceront plus facilement s'ils ont l'assurance d'une sécurité économique voire d'un soutien financier pour entreprendre cette diversification. La diversification doit être accompagnée.

Si nous sommes prêts à déployer du budget pour irriguer, pourquoi ne pas déployer de l'argent pour accompagner la diversification ou soutenir d'autres pratiques économes en eau avant de penser retenues ?

Aussi, le débat au sein du groupe concernait l'importance de l'eau comme condition de diversification, un apport d'eau permet le temps de l'adaptation. Si retenues il y a, il faut qu'elles permettent la diversification des agriculteurs (Essences proposées : Amandiers, oliviers.)

2<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **résilience agricole et alimentaire** (diversification des cultures et/ou productions vivrières)

Il y a besoin d'eau pour la vie de toute plante. La question qui se pose c'est quelles cultures produire et sur quels sols, en quels lieux du territoire ? L'enjeu est de réfléchir à la (re)localisation de l'économie.

La retenue ne sera qu'un outil de plus mais qui ne suffira pas pour assurer la résilience. Elle n'est pas une nécessité, il faudrait plutôt mobiliser des moyens pour s'adapter.

Aussi, un participant préconise d'employer le terme « alimentaires » et non vivrières qui signifie plutôt l'autoconsommation de ses productions et ce n'est pas le but recherché.

3<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **maintien d'une agriculture locale vivante et de qualité sur le territoire** (pour les générations actuelles et futures)

L'enjeu est de sauver les paysans qui exercent aujourd'hui, moins les cultures existantes qui vont devoir être adaptées (amandiers, oliviers... pratiques...). Il faut maintenir les agriculteurs existants, leur assurer un revenu décent, digne de leur travail et encourager l'installation de nouveaux agriculteurs. Il ne faut pas que le RSA devienne le revenu agricole, sinon les agriculteurs vont quitter le territoire. C'est un enjeu de résilience sociale.

Un autre enjeu est d'arrêter l'urbanisation pour préserver les sols et réfléchir à la capacité du territoire à alimenter en eau ces nouvelles populations.

Aussi, les participant.e.s alertent sur la réalité climatique qui fait que certains territoires ne seront jamais sauvés de la sécheresse.

4<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **partage équitable de l'eau** pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non-agricoles à l'aval de la retenue

L'accès à l'eau est un enjeu fort. L'eau est une richesse à partager, il faut garantir une gestion équitable de l'eau.

Cependant, il faut bien définir pour quel type d'agriculture on prend de l'eau / met de l'eau à disposition : peu soutiennent l'idée de mettre de l'eau à disposition sans changement de pratiques ou si c'est pour maintenir l'utilisation d'engrais chimiques par exemple.

5<sup>ème</sup> enjeu identifié par le groupe : l'enjeu de **responsabilité dans l'usage qui sera fait de l'eau** (irrigation raisonnée, traitement fuite, réutilisation eaux usées...)

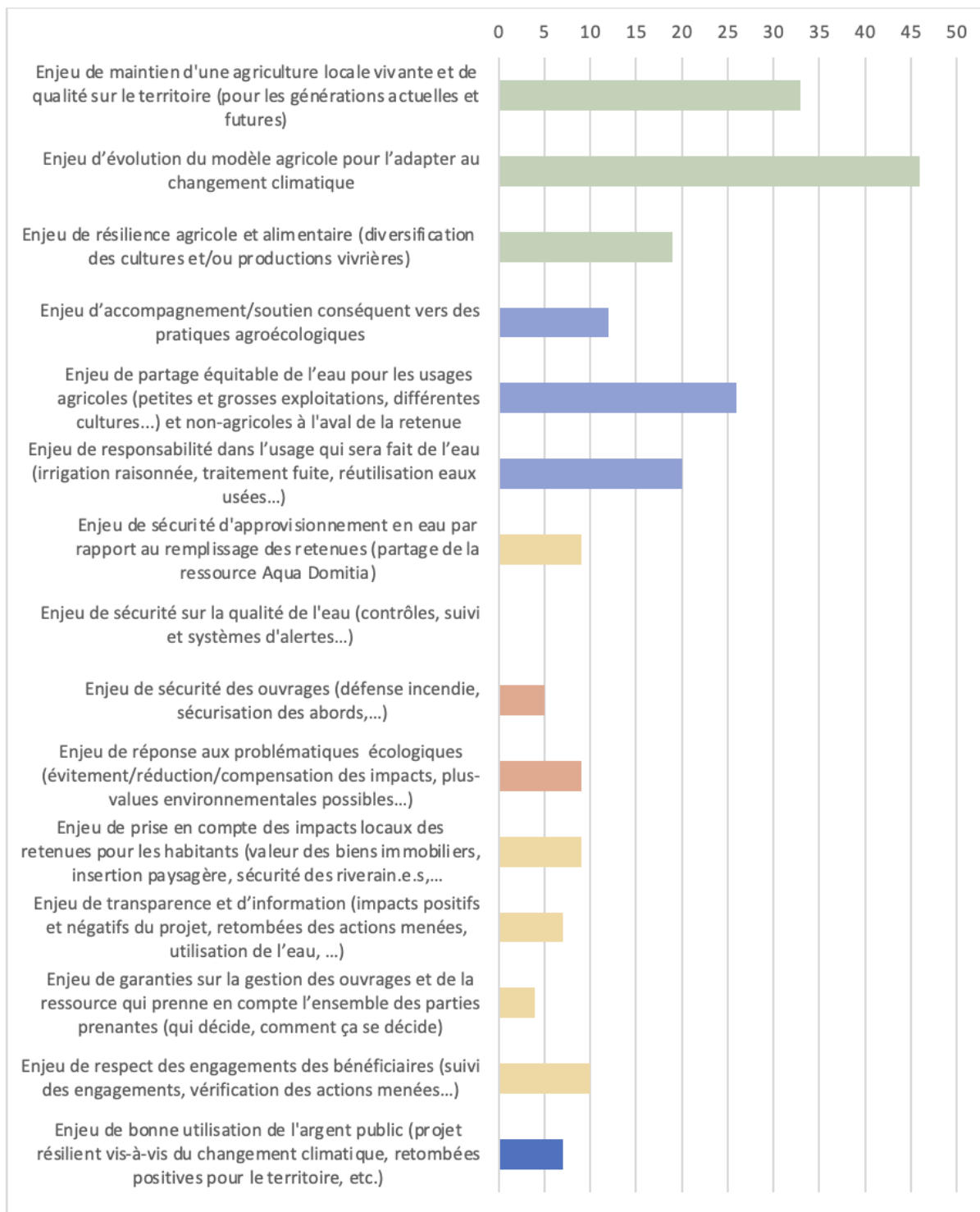
Il est important de prouver l'efficacité économique de l'argent public dépensé.

Poser la condition de pratiques responsables en eau pour utiliser cette eau : ce qui nécessite de proposer des formations à destination des agriculteurs sur des pratiques d'irrigation économes.

# Synthèse globale des enjeux

## La hiérarchisation globale des enjeux

En appliquant la même méthode de calcul du consensus systémique à l'ensemble des fiches individuelles récoltées dans les 3 groupes, la hiérarchisation des enjeux qui apparaît est la suivante :



Les pages qui suivent proposent une synthèse des compléments qui ont été apportés via les fiches individuelles sur chaque enjeu, dans l'ordre de priorité indiquée dans le schéma ci-dessus.

## Les compléments recueillis pour chaque enjeu (synthèse)

La saisie de toutes les contributions individuelles, qui ont permis de rédiger la synthèse sur chacun des enjeux ci-après, est disponible en annexe.



### *L'évolution du modèle agricole pour l'adapter au changement climatique*

Sur ce sujet et quels que soient les types de parties prenantes, une idée globalement partagée est que **les retenues sont une partie des solutions d'adaptation des pratiques agricoles rendues nécessaires au changement climatique subi. Les retenues donneraient le temps de mettre en œuvre cette évolution des pratiques. Elles ne doivent en aucun cas remplacer la mise en place de mesures d'adaptation.**

Beaucoup de participants soulèvent également **l'importance de construire ce modèle d'agriculture résiliente avec les agriculteurs, en s'appuyant sur ce qu'ils font déjà et en allant plus loin.**

Parmi les pistes, certains participants soulignent l'intérêt de **développer d'autres types de cultures, adaptées au territoire et au climat de demain, tout en pensant davantage à l'autonomie alimentaire du territoire.**



### *Le maintien d'une agriculture locale vivante et de qualité sur le territoire (pour les générations actuelles et futures)*

Les participant.e.s partagent l'idée selon laquelle, **les projets de retenues ont du sens si elles permettent de maintenir une agriculture locale**, base de l'économie de ces territoires.

En effet, **l'agriculture locale (= cultures diversifiées) a un rôle essentiel pour la vie du territoire**, que ce soit en termes d'activité économique, d'entretien des paysages, de qualité de vie et d'alimentation...

Or pour être vivante et de qualité, **cette agriculture doit aussi être adaptée au changement climatique et donc aux sécheresses**, en anticipant des phénomènes qui vont s'accroître dans les années à venir.



### *Le partage équitable de l'eau pour les usages agricoles (petites et grosses exploitations, différentes cultures...) et non-agricoles à l'aval de la retenue*

Les contributions écrites mettent en avant **l'eau comme un « bien commun », qui doit permettre de répondre à divers usages, y compris non agricoles** : lutte contre les incendies, mais aussi biodiversité et autres usages

**Pour les usages agricoles, l'accès à la ressource doit être équitable et possible par tous**, indépendamment du type d'agriculture ou de la taille d'exploitation. La crainte de devoir choisir qui aura accès à la ressource a été exprimée.

Cette question du partage étant complexe, l'enjeu selon les participants est **qu'elle soit concertée avec l'ensemble des acteurs du territoire**, par exemple grâce à la co-construction d'un document de gestion garantissant un accès équitable à l'eau.





## *La responsabilité dans l'usage qui sera fait de l'eau (irrigation raisonnée, traitement fuite, réutilisation eaux usées...)*

Face au changement climatique, **la préservation de la ressource en eau est un préalable incontournable** et partagé par les différentes parties prenantes : la condition sine qua non est donc de garantir une utilisation raisonnée et la recherche d'économies d'eau, notamment en agriculture.

Certains préconisent par ailleurs, de **favoriser la réutilisation des eaux usées et le traitement des fuites**, avant même d'envisager le recours à des retenues (dans les usages agricoles et non agricoles).

Par ailleurs selon les représentants du SDIS, l'intérêt de la retenue est aussi de **réduire les ponctions dans les réserves d'eau potable en cas de lutte incendie**.



## *La résilience agricole et alimentaire (diversification des cultures et/ou productions vivrières)*

Plusieurs agriculteurs ont souligné **l'urgence de l'adaptation des cultures sur le territoire**, face à la crise économique, climatique et agricole.

D'après les contributions recueillies, cette adaptation doit permettre de **faire avancer les choses en termes d'autonomie et de souveraineté alimentaire**, à travers la relocalisation de la production alimentaire sur le territoire de l'Hérault.

Cette relocalisation suppose un travail pour **accompagner et soutenir la diversification des cultures** du territoire, dans un modèle vertueux pour les habitants comme pour les agriculteurs.



## *L'accompagnement / soutien conséquent vers des pratiques agroécologiques*

Les participants insistent sur le **besoin d'accompagnement des agriculteurs vers la diversification et l'évolution de leurs pratiques** : il s'agit selon eux d'une nécessité non seulement pour répondre aux enjeux de protection de l'environnement et de la santé, mais aussi pour contribuer à la résilience du territoire.

En outre grâce au développement ces pratiques, les agriculteurs contribueront d'autant mieux **au maintien de milieux naturels de qualité sur le territoire**.



## *Le respect des engagements des bénéficiaires (suivi des engagements, vérification des actions menées...)*

D'après les participants qui ont commenté cet enjeu, **le projet ne peut se faire sans la co-définition d'engagements pour toutes les parties prenantes** et la co-construction d'un cadre permettant de suivre leur respect. La concertation est entre autres un des outils de cet encadrement, à prolonger dans les travaux et au-delà.

Parmi les règles potentielles proposées, **la diversification pourrait être un engagement à prendre** pour pouvoir utiliser l'eau des retenues.



## *La sécurité d'approvisionnement en eau par rapport au remplissage des retenues (partage de la ressource Aqua Domitia)*

Au sein du monde associatif, une attention est portée sur **la sécurisation de l'approvisionnement en eau sans impacter les ressources locales** (Orb et Libron notamment), qui sont aujourd'hui déficitaires.

Les acteurs institutionnels quant à eux sont alertés sur **la durabilité du remplissage** : il doit être garanti sur le long terme pour justifier l'aménagement de retenues.



## *La réponse aux problématiques écologiques (éviter/réduire/compenser des impacts, plus-values environnementales possibles...)*

Les attentes en la matière proviennent surtout du milieu associatif et institutionnel.

Les participants soulignent l'importance **que les impacts du projet soient pensés à court et à long terme**, en évitant au maximum d'avoir à créer des compensations d'une part, et en apportant des plus-values écologiques d'autre part.

Cependant, **pour certains, les plus-values écologiques exprimées aujourd'hui semblent encore insuffisantes** pour justifier l'opportunité du projet : les retours d'expériences montrant que les plus-values réelles sont souvent minimes.

Par ailleurs **des précisions sur la qualité de l'eau du Rhône** (polluants, impacts sur la santé des consommateurs...) sont attendues. Elles manquent de précisions à ce stade, notamment à long terme.



## *La prise en compte des impacts locaux des retenues pour les habitants (valeur des biens immobiliers, insertion paysagère, sécurité des riverain.e.s, moustiques, etc... )*

Pour les participants, en particulier ceux appartenant aux groupes « Institutions publiques et partenaires associés » et « Expertises scientifiques et associatives », **l'adhésion de la population est essentielle** ; pour cela, non seulement **les impacts de la retenue sur la population doivent être pris en compte et minimisés**, mais **les projets doivent aussi permettre d'apporter des effets positifs** en termes de cadre de vie.

En termes d'accompagnement du projet de concertation, **l'enjeu est de proposer une réflexion collective, sans mettre les acteurs en opposition.**



### **La transparence et l'information**

*(impacts positifs et négatifs du projet, retombées des actions menées, utilisation de l'eau, ...)*

**Une information claire et transparente** est considérée par plusieurs participants comme nécessaire tout au long du projet, et sur tous les aspects, **pour permettre des discussions constructives et en toutes connaissances de causes.**

Cette information claire et transparente, en particulier sur toutes les incidences du projet, est par ailleurs **essentielle pour la compréhension du projet et in fine son acceptabilité.**

Dans cette information, il est en outre important de **ne pas faire l'impasse sur les données économiques et quantitatives** (coût et disponibilité de la ressource).



**La bonne utilisation de l'argent public** (projet résilient vis-à-vis du changement climatique, retombées positives pour le territoire, etc.)

**La mise en place d'engagements et d'un dispositif de contrôle du respect de ces engagements est un gage de « bonne utilisation de l'argent public »** pour les participants, en particulier vis-à-vis des citoyens contribuables.

Pour les agriculteurs notamment, avant de lancer son aménagement, il faut **pouvoir démontrer qu'aucune autre solution n'est suffisante et que la retenue est réellement efficace.**



### **La sécurité des ouvrages**

*(défense incendie, sécurisation des abords,...)*

En termes de sécurité, l'ouvrage est perçu par certains **comme un outil de sécurité/protection territoriale**, en mettant de l'eau brute, non potable, à disposition pour la lutte incendie.

D'autres insistent sur **la sécurité aux abords de l'ouvrage pour éviter les incidents.**



**Les garanties sur la gestion des ouvrages et de la ressource** qui prennent en compte l'ensemble des parties prenantes (qui décide, comment ça se décide)

Selon les participants qui ont commenté cet enjeu, **prendre en compte l'ensemble des parties prenantes** est une garantie de respect de l'équité pour l'utilisation de la ressource.



**Enjeu de sécurité sur la qualité de l'eau**  
*(contrôles, suivi et systèmes d'alertes...)*

*Cet enjeu n'a été choisi dans aucune fiche individuelle.*

# Synthèse transversale du tour de table

Les pages qui suivent proposent une synthèse des propos tenus au sein des 3 tours de table (groupes **Institutions publiques et partenaires**, **Monde Agricole** et **Expertises scientifiques et associatives**) organisés en séquence 2, en faisant ressortir ce qui semble être les grandes lignes directrices des préoccupations et enjeux exprimés par les membres du Comité Inter-territoires.

Globalement, **le sujet de l'évolution du modèle agricole est revenu dans tous les groupes pendant le tour de table** : échanger sur les retenues amène nécessairement les acteurs à réfléchir sur cette question : quels besoins d'eau pour quel type d'agriculture demain, dans un contexte d'évolution climatique mais aussi sociétale ?

Ce sujet est d'autant plus essentiel sur le territoire que **l'agriculture y tient un rôle majeur, en particulier pour le développement économique** des territoires (il s'agit de la deuxième ressource économique de l'Hérault qui représente plus de 10 000 emplois directs et indirects).

« L'agriculture est la deuxième ressource économique en Hérault, il faut s'en occuper. »

#### Monde Agricole

« C'est tout un monde qui tourne autour de nous. La viticulture est essentielle à la vie économique, sociale et culturelle de l'Hérault. »

#### Monde Agricole

Mais au-delà de cette dimension économique, les acteurs ont aussi soulevé **le rôle de l'agriculture dans le maintien du paysage local**, par les paysages qu'elle crée (notamment les vignes) mais aussi par l'entretien que réalisent les agriculteurs qui permettent de limiter le développement des friches.

« Il faut souligner le rôle qu'ont les agriculteurs dans la gestion du paysage : s'ils disparaissent, les friches vont se multiplier et ce sont les particuliers et les contribuables qui devront assumer ce que font aujourd'hui les agriculteurs »

#### Monde Agricole

Les membres du Comité Inter-territoires ont ainsi souligné la conscience partagée que **les transitions doivent s'opérer dès maintenant**, sans attendre la création de retenues, vers un modèle agricole qui soit adapté aux évolutions futures et permette sa résilience.

« Au-delà d'une prise de conscience commune, je crois que tout le monde est d'accord sur la nécessité d'évolution du modèle agricole et que cette évolution doit se faire maintenant, même si les transitions requièrent beaucoup d'accompagnement et posent l'enjeu financier. »

#### Monde Agricole

Cela passe en particulier par des **réflexions sur la diversification**, que de nombreux agriculteurs expérimentent déjà, mais sur laquelle ils ont peut-être besoin d'être davantage accompagnés, guidés pour choisir les cultures adaptées au climat mais qui permettent aussi de maintenir ce rôle économique, social et environnemental de l'agriculture sur les territoires. L'apport d'eau, en ce sens, est parfois reconnu comme un soutien pour enclencher cette transition vers de nouvelles cultures.

« Je partage l'importance de la diversité des cultures (pas uniquement la viticulture mais aussi d'autres cultures comme les plantes médicinales, méditerranéennes, et d'autres projets naissants) »

#### Institutions publiques et partenaires

« Beaucoup pensent qu'on ne peut rien faire d'autre sur nos territoires que de la vigne, mais la diversification est une vraie solution, et elle est rendue possible par l'eau »

#### Monde Agricole

La transition agricole doit également selon certains intégrer une **réflexion sur l'autonomie alimentaire des territoires**, sujet de plus en plus prégnant au regard des évolutions actuelles. Le rôle des collectivités et des consommateurs est alors essentiel, afin que cette diversification permette aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail.

« À long terme, la transition agricole nécessitera un accompagnement vers un changement de production, pour répondre en partie à l'alimentation locale. Cela suppose que du côté des PAT et de la population locale, soit fait l'effort d'acheter local et avec un prix décent pour les agriculteurs. »

#### Monde Agricole

En effet, la principale crainte face à ces évolutions à venir porte sur les risques que devront prendre les agriculteurs pour faire évoluer leur modèle, dans un contexte de crise déjà bien présent : **comment leur permettre d'opérer cette transition en limitant les risques pour eux ?** Comment sécuriser les investissements qui seront nécessaires pour ce faire, sans risquer de créer des effets contre-productifs (par exemple le développement de forages, à priori moins cher et difficiles à encadrer, et qui quant à eux prélèvent directement dans les nappes phréatiques) ?

« Nous sommes une des régions et départements sur lesquels les revenus agricoles sont faibles. Et cela n'ira pas en s'arrangeant avec le changement climatique. »

**Monde Agricole**

« Je pense nous avons du bon sens pour nous adapter, le plus important est de déverrouiller les peurs et garantir les revenus. »

**Monde Agricole**

Ainsi, de nombreux participants ont souligné **l'importance de l'accompagnement dans cette transition**, d'autant plus grande que les changements à opérer sont stratégiques.

Le rôle de la puissance publique et plus largement de l'ensemble des structures d'accompagnement est essentiel en la matière, pour rendre cette évolution non seulement possible mais aussi pertinente.

« Le maître mot est accompagner : personne ne peut se permettre un changement radical sans garanties derrière. »

**Monde Agricole**

« Si l'accompagnement des agriculteurs n'est pas fait, ce changement de mode d'agriculture ne sera pas pertinent. Ils ont besoin d'être accompagnés pour mener à bien ces projets. »

**Expertises scientifiques et associatives**

« Au-delà des retenues, certains territoires ne pourront pas avoir l'eau ; l'adaptation sera nécessaire pour eux avec un accompagnement sur un changement de pratiques. »

**Monde Agricole**

Enfin, **cette transition est déjà en marche au sein de la profession agricole**, qui est bien consciente des enjeux et vit déjà des crises importantes face auxquelles ils essaient de développer des réponses de long terme. Selon plusieurs acteurs **ces actions sont insuffisamment connues, et doivent être davantage mises en valeur** auprès de la profession agricole, mais aussi du grand public.

« Nous accompagnons des paysans et paysannes qui sont déjà en train de souffrir et donc de s'adapter. Ils mettent en place des pratiques comme la pluriactivités, des formations techniques, des réflexions sur la gestion des sols, même ceux qui s'installent réfléchissent aux nouvelles variétés, à de nouvelles méthodes de cultures... il faut aller les rencontrer et s'en inspirer ! »

**Expertises scientifiques et associatives**

« Il faut chercher des solutions tout de suite pour accompagner l'évolution des pratiques et mieux les faire connaître à la population »

**Monde Agricole**

Échanger autour des enjeux à prendre en compte dans les études sur des projets de retenue semble avoir mis en exergue **l'importance d'associer les réflexions et actions de court terme et de long terme**, dans **une stratégie d'ensemble permettant de combiner des approches qui ne doivent pas être excluantes, mais bien complémentaires.**

Les représentants du monde agricole comme ceux des institutions ont en particulier souligné **l'urgence de la situation**, tant du point de vue des difficultés que vivent au quotidien les agriculteurs que de l'accélération des effets du changement climatique. **Des réponses concrètes sont à trouver tout de suite**, pour éviter que la situation ne devienne intenable.

« L'urgence est palpable. Beaucoup attendent que l'eau coule sous les ponts, sans mauvais jeu de mots. »

#### Monde Agricole

« C'est bien d'attendre et de réfléchir, mais vu le climat qui se détraque et l'état de la viticulture, il faut agir tout de suite. »

#### Institutions publiques et partenaires

« Les projets de retenues sont importants mais il nous les faut vite, parce qu'avec les départs à la retraite, l'absence de nouvelles installations à cause des difficultés actuelles... la situation est déjà grave, mais elle le sera encore plus dans 5 ans. »

#### Monde Agricole

« Les retenues sont une opportunité à saisir (ou pas) aujourd'hui et maintenant : là il y a un train qui passe, soit on le prend, soit on va le rater. »

#### Institutions publiques et partenaires

Pour autant **cette réponse à l'urgence ne doit en rien obérer la réflexion et les actions à mener pour répondre aux enjeux de long terme**, sans quoi les projets de retenues ne seraient « qu'un pansement sur une jambe de bois ». Sans action de fond sur l'adaptation des pratiques, l'évolution du modèle agricole, la réflexion globale sur les économies d'eau... l'apport d'une ressource en eau complémentaire ne ferait que retarder le problème, qui se reposera de manière identique voire aggravée dans les années à venir.

« Le plus important c'est la notion de durabilité, l'enjeu n'est pas de mettre un pansement sur une jambe de bois mais bien de réfléchir de manière pérenne »

#### Expertises scientifiques et associatives

« Les échanges semblent consensuels mais je suis assez dubitative sur le fait que les retenues soient une solution suffisante à long terme »

#### Institutions publiques et partenaires

« Ce qui manque dans la présentation du projet, c'est la vision globale à 2050 qui nous dirait quelle stratégie l'agriculture héraultaise va mettre en place pour s'adapter au changement climatique, sachant que certaines filières sont incertaines et que les investissements engagés sont conséquents. »

#### Expertises scientifiques et associatives

L'objectif qui doit être poursuivi est donc de **formaliser une stratégie globale, intégrant l'ensemble de ces solutions de long terme et de court terme**. Il est essentiel pour cela de sortir des oppositions apparentes pour agir sur les deux plans, qui sont en réalité **aussi urgents l'un que l'autre** : aider les agriculteurs à faire face aux crises actuelles, tout en mettant en œuvre dès maintenant les actions concrètes pour leur permettre de maintenir leur activité de manière pérenne dans le monde de demain.

« Je serai vraiment vigilante sur le consensus qui semble ressortir : oui sur l'urgence, mais pas sur le pas de temps ! Il faut travailler sur ce pas de temps court pour agir, et aller voir les bonnes pratiques qui existent. »

#### Expertises scientifiques et associatives

« Les argumentaires divergent : du côté agricole, l'enjeu prioritaire est de gérer la phase douloureuse qui est la phase transitoire, qui a déjà commencée et qui les met en souffrance ; du côté associations, le souhait est de penser tout de suite aux solutions sur le long terme et de ne pas remettre ces solutions au lendemain. En effet, les spécialistes de l'environnement alertent depuis des décennies sur les conséquences à venir et regrettent que les mesures ne soient prises qu'en situation d'urgence.

Je pense qu'il y a moyen de converger vers un programme qui intègre les deux visions : à la fois faire des retenues si c'est nécessaire, là où c'est nécessaire et porter des mesures fortes pour l'évolution des modèles agricoles, et ne pas uniquement avancer des slogans, du type « on fait déjà plein de choses ». Il faut du concret, des engagements et du financement, probablement pour faire évoluer ce modèle. »

#### Expertises scientifiques et associatives

Il faut donc **miser sur la complémentarité des solutions** : la création de retenues et l'apport de ressources en eau doivent être vues comme une solution parmi de nombreuses autres solutions complémentaires, qui permettront de répondre aux enjeux de plus long terme, et qui doivent être mises au même niveau d'importance.

« On pense qu'il n'y a que de l'eau comme solutions, or il peut avoir autre chose. »

#### Monde Agricole

« Les retenues ne sont pas la seule mais peuvent être une des solutions. »

#### Monde Agricole

« Les retenues sont peut-être des solutions (sont-elles provisoires ou durables ?) mais il faut donner de la place à d'autres solutions d'adaptation peut-être moins coûteuses et plus durables (travail des sols). »

#### Expertises scientifiques et associatives

« Il est important de souligner que les retenues sont une arme parmi des tas d'autres pour lutter contre la sécheresse et le changement climatique : il faut attaquer tous azimuts »

#### Institutions publiques et partenaires

Les projets doivent ainsi être replacés dans **une réflexion plus large autour du changement climatique et de l'aggravation à venir de ces effets en particulier sur la disponibilité en eau**. En particulier toutes les solutions visant à réduire les consommations et les pertes d'eau doivent être encouragées, valorisées et démultipliées : ce n'est que si ces actions sont en place que l'apport d'eau peut permettre un réel changement bénéfique à long terme.

« Les actions menées face au changement climatique sont diverses : retenues, mais aussi économies d'eau, pratiques agroécologiques, travail sur les réseaux... et il ne faut pas se priver de la moindre solution ! C'est cette approche globale qui nous permettra de construire des projets pertinents. »

#### Institutions publiques et partenaires

« Nous allons tout faire pour maintenir l'agriculture dans l'Hérault. La retenue d'eau est une des solutions mais il y en a d'autres à exploiter : supprimer les fuites urbaines, interdire les piscines, commencer à interdire certaines pratiques, etc. »

#### Monde Agricole

« Il faut travailler sur d'autres leviers en parallèle : modification des pratiques, enherbement... c'est déjà fait, mais il faut continuer, mieux mettre en valeur ces actions, et les mettre au même niveau d'importance que la création de retenues. »

#### Expertises scientifiques et associatives

« Je pense qu'avant la question des retenues, et la dépense de tout cet argent public, il y a des leviers d'économie d'eau à mobiliser ; nous ouvrirons les vannes uniquement quand nous aurons activé tous ces leviers et constaté des économies d'eau. »

#### Monde Agricole

Dans cette réflexion, **l'ensemble des compétences doit être mobilisé** : acteurs agricoles, institutions publiques, mais aussi citoyens, associations ou encore monde de la recherche. C'est en effet de la mobilisation commune et du croisement des capacités d'agir de chacun que sortiront les dynamiques les plus pertinentes.

« Les retenues sont potentiellement utiles mais ne suffisent pas : il y a besoin d'accompagner les acteurs agricoles, le public et les institutions, vers la transition, vers la diversification. »

#### Monde Agricole

« Il est aussi important de développer d'autres pistes pour faire face aux sécheresses, et il est intéressant pour ça de s'appuyer sur l'INRAE notamment »

#### Institutions publiques et partenaires

Ainsi, les **projets de retenue sont vus comme un outil de transition, permettant de donner le temps aux stratégies de long terme de produire leurs effets**. Elles ne sont donc pas seulement une réponse aux enjeux de court terme, mais un levier possible pour l'émergence d'un modèle agricole plus résilient et pérenne dans le temps.

« Les retenues ne peuvent être qu'une solution intermédiaire, et cela revient dans les différents groupes »

#### Institutions publiques et partenaires

« Je suis satisfait de ce que j'ai entendu des enjeux des agriculteurs, qui demandent une solution pour leur laisser le temps de changer de modèle »

#### Expertises scientifiques et associatives

« Mon attente : continuer la réflexion pour voir si au-delà d'être une solution de court terme, ce projet peut contribuer aux solutions de long terme pour l'avenir des agriculteurs »

#### Expertises scientifiques et associatives



Enfin, pour être réellement pertinents **ces projets doivent tenir compte des nombreuses incertitudes qui existent tant du point de vue climatique qu'économique et social** : ils doivent être conçus pour pouvoir évoluer en fonction des problématiques qui se présenteront à court, moyen et long terme, et qui ne peuvent pas être tous parfaitement anticipés.

« Si les retenues se font, je pense qu'il faut garder un point de vigilance : que tout soit révisable, car nous n'avons pas de certitudes avec le changement climatique, et les contextes économiques et financiers bougent beaucoup. Il ne faut pas figer un modèle : celui-ci doit être pensé en fonction des évolutions climatique et économiques. »

### Expertises scientifiques et associatives

« Étant au contact du terrain, j'ai une série d'inquiétudes sur ce projet, sur l'avenir agricole, sur la viticulture et l'élevage. Je me pose des questions sur la validité d'un tel projet, qui mobilise des fonds publics et qui a été conçu il y a un certain temps avec des données météo de l'époque. Il y a aussi un contexte géopolitique à considérer : la Suisse aussi compte sur le Rhône pour son électricité ! On est à la croisée des chemins et nous n'avons aucune certitude, aucune contractualisation. »

### Monde Agricole

Les participants aux différents tours de tables sont également revenus sur les questionnements et problématiques complexes que pose la **question du partage de l'eau et des conditions d'accès à la ressource** dans le cas de la réalisation d'un ou plusieurs projets de retenue.

**De fortes inquiétudes sont exprimées en particulier sur la question des « droits » d'accès à la ressource** qui serait offerte par les retenues : comment choisir qui aura accès ou non ? Comment ne pas créer d'inégalités par ces arbitrages ? La possibilité d'avoir ou non accès à cette ressource créera en effet des impacts importants pour les agriculteurs concernés, qu'il est nécessaire d'anticiper dans une logique d'intérêt général.

« Mon inquiétude porte sur l'arbitrage : sincèrement, je ne veux pas être là pour arbitrer, je ne veux pas avoir à choisir qui va avoir une vanne et qui n'en aura pas. Ça va être viscéral : on parle de droit à continuer d'exercer sa profession, de revenus, de familles. »

Monde Agricole

« L'enjeu à ne pas rater : c'est que l'eau soit accessible à tous et ne laisse personne de côté : comment le Conseil Départemental, qui a le devoir de solidarité peut choisir qui peut avoir accès à l'eau et qui doit se débrouiller ? La solidarité doit être appliquée pour tous au même niveau. »

Monde Agricole

**Cela pose la question des conditions d'accès à la ressource, qui pourrait faire l'objet d'une « charte d'utilisation »** à mettre en lien avec les enjeux soulevés précédemment : si les retenues sont une solution transitoire pour s'adapter, faut-il par exemple conditionner l'accès à la mise en place de pratiques vertueuses ?

« On doit aussi conditionner cet usage aux types de cultures, et à une mise en pratique d'évolution, que les usagers soient contraints à une modification de pratiques. Avec le changement climatique, je ne voudrais pas que l'on continue avec le même système de production qui reposera les mêmes problèmes dans 5 ans. »

Expertises scientifiques et associatives

En effet, **il ne faut pas perdre de vue que la problématique du manque d'eau est globale et va tendre à s'aggraver dans les années à venir** ; elle concernera les acteurs agricoles mais aussi tous les usages de l'eau, y compris potable. Cet enjeu doit être central dans la réflexion ; l'absence de ponction dans les

nappes phréatiques est une bonne chose, mais la réflexion doit peut-être être plus large pour faire face à la complexité de la problématique du déficit en eau sur le territoire.

« Pour les acteurs de l'eau, l'enjeu est de garder assez d'eau dans les nappes. L'approvisionnement des retenues par l'eau du Rhône est donc une très bonne nouvelle de ce point de vue. »

Expertises scientifiques et associatives

« Il est important de rappeler que sur les secteurs de l'Orb et de l'Hérault, où le projet est prévu, le bassin est déficitaire en eau, il n'y a pas de marge sur les ressources locales. »

Expertises scientifiques et associatives

« Ne pas oublier dans ce projet que le manque d'eau fait aussi courir des risques en matière d'eau potable »

Institutions publiques et partenaires

« Dans le contexte de sécheresse très important de cette année, la gestion structurelle de l'eau (c'est-à-dire annuelle, de l'ensemble des volumes d'un bassin versant) est insuffisante, voire déficiente. »

Expertises scientifiques et associatives

Au-delà de la seule problématique agricole, **la question des autres usages de la ressource offerte par les retenues se pose : l'eau est un bien commun qui doit être accessible à tous** et, parmi les usages, **la possibilité de l'utiliser pour la défense incendie apparaît comme une réelle opportunité** sur le territoire, en permettant une plus grande rapidité d'intervention sans créer de pression sur les ressources en eau potable.

« C'est important qu'il y ait une équité dans l'usage de l'eau qui est un bien commun. C'est un fond public qui est utilisé donc l'eau ne doit pas être réservée à quelques usagers ou à quelques usages. »

Expertises scientifiques et associatives

« Par rapport au développement de l'eau sur le territoire, nous sommes d'accord sur le fait qu'il faille des usages divers et variés notamment pour la lutte incendies et le maintien de nos paysages. »

Monde Agricole

« Pour nous sapeurs-pompiers, ces réserves permettront de lutter contre le réchauffement climatique en utilisant des eaux brutes plutôt que de l'eau potable, car utiliser de l'eau potable dans ce cas, c'est une aberration.

L'eau sera également plus près des communes, répartie dans le territoire et sans mettre en défaut le réseau d'eau potable communal.

Ces réserves nous permettraient de garder des pompiers proches des sinistres toute l'année, de maintenir ce maillage territorial. »

### Institutions publiques et partenaires

**La possibilité de proposer des usages multiples sur les retenues fait débat** : si cette approche multi-usages semble un atout pour l'acceptabilité de ces ouvrages, elle n'est cependant pas simple à mettre en œuvre car elle peut s'avérer contre-productive.

« Concernant les retenues, si on permet aux gens de s'y divertir ce sera sûrement accepté »

### Monde Agricole

« Il ne faut pas nous laisser berner par le mirage de l'utilisation multi-usages. Ces retenues devront être réservées à l'agriculture et à la sécurité incendies sinon les contraintes liées à d'autres usages les rendront non efficientes. »

### Expertises scientifiques et associatives

De la même manière **la question de la maîtrise des impacts environnementaux à court et long terme et des plus-value environnementales des ouvrages doit être creusée avec beaucoup de finesse** : elle n'est pas si évidente dans les faits, et pose également la question de la qualité de l'eau qui serait utilisée via les retenues, qui pourraient avoir des impacts sur le long terme.

« Attention à ne pas non plus croire que ces réserves vont être au service de la biodiversité : la réalité est tout autre. Notre expérience nous montre que cela n'amènera que quelques grenouilles et canards.

Attention aussi à tout baser sur le réseau Aqua Domitia sans avoir de visibilité sur les risques de pollution liée au Rhône (notamment du perchlorate). Ces problèmes de qualité n'apparaîtront que dans 2 ans. »

### Expertises scientifiques et associatives

Enfin, de nombreux retours permettent de tirer des fils en ce qui concerne **la démarche de gouvernance à mettre en œuvre dans ce projet, qui doit permettre d'associer toutes les parties prenantes** dans un esprit de concertation volontariste et pérenne dans le temps.

Plusieurs participants ont d'abord exprimé l'intérêt d'avoir pu, à travers la méthode proposée, constater **de nombreuses convergences entre les productions des différents groupes** lors de la séquence 1 : les points de divergences se situent peut-être moins sur les enjeux eux-mêmes que sur les manières d'y répondre.

« Quand on voit la restitution des autres groupes, on remarque qu'il y a finalement plus d'enjeux qui nous rapprochent que d'enjeux qui nous divisent. »

#### Monde Agricole

« Des points communs se dessinent, les principaux enjeux sont partagés et ce, même au sein des groupes, notamment l'enjeu d'une diversification et celui d'une évolution du modèle. »

#### Monde Agricole

« J'entends ce consensus sur l'urgence de changement face aux évolutions climatiques mais j'entends plutôt des divergences sur le pas de temps! »

#### Expertises scientifiques et associatives

En particulier **plusieurs acteurs ont remarqué que l'enjeu d'évolution du modèle agricole et de sa résilience a été partagé par les différentes parties prenantes** : cela montre selon eux qu'il existe un accord général sur le fond, à savoir la nécessité de repenser un modèle agricole qui permette aux agriculteurs de vivre dignement tout en prenant soin des enjeux climatiques et écologiques actuels et futurs.

« Sur les 3 groupes on retrouve l'évolution du modèle agricole à deux reprises, ainsi que le maintien de l'agriculture. »

#### Monde Agricole

« Très heureux de voir que l'enjeu d'évolution du monde agricole arrive en tête sur 2 groupes. »

#### Monde Agricole

« Ce qui m'a frappé c'est que l'enjeu d'évolution du modèle agricole apparaît en premier dans 2 groupes, celui des agriculteurs et des associations. Je trouve ça extrêmement positif, car au-delà des bagarres liées par les médias, une convergence existe sur la volonté de préserver la nature et la réalité de devoir continuer à produire, sans pouvoir le faire comme avant. »

#### Expertises scientifiques et associatives

La méthode proposée visait à **permettre le croisement des regards et l'écoute des points de vue de chacun** : selon plusieurs participants, cette approche a été riche et bénéfique pour la suite des débats, car cela permet de mieux comprendre les enjeux et les problématiques des différentes parties prenantes.

« Les débats étaient très intéressants »

#### Monde Agricole

« J'ai apprécié la richesse des échanges, et la diversité des points de vue ; cela va dans le sens d'une approche systémique, d'un regard global d'une vraie réflexion de long terme sur le sujet »

#### Expertises scientifiques et associatives

« La méthode était riche, les participants très intéressants. »

#### Institutions publiques et partenaires

« C'est très bien de faire partager les différents usagers entre eux »

#### Expertises scientifiques et associatives

« En termes d'organisation je trouve que c'est bien de mixer les acteurs, et la lecture croisée est très intéressante : cela met en avant les logiques de chaque acteur »

#### Expertises scientifiques et associatives

**Cette approche a également permis de mettre en lumière là où se situaient les points de divergence**, en regrettant parfois que le consensus ne soit pas plus large. Pour autant, c'est un point de départ indispensable pour la suite des discussions.

« Ce qui m'a frappé c'est qu'il y a encore une grosse hétérogénéité de pensée, je ne pensais pas qu'elle était aussi grande »

#### Monde Agricole

« J'ai le sentiment qu'il n'y a pas encore de consensus : il y a besoin de clarté, de discussions, et d'approfondir le sujet ensemble »

#### Expertises scientifiques et associatives

« C'est une première étape qui permet de poser les questions, il est normal qu'il n'y ait pas de consensus immédiat. »

#### Institutions publiques et partenaires

Les participants ont ainsi exprimé le **souhait que les prochaines rencontres permettent d'aller plus loin en creusant ces points de divergences et en cherchant ensemble des solutions concrètes** qui permettraient de les atténuer. Pour ce faire, l'écoute des besoins de chacun est indispensable, et peut servir de base à la formalisation d'exigences communes pour tâcher de les concilier.

« Lors du prochain atelier, il faut vraiment continuer à pousser vers un consensus car on en est encore loin »

#### Monde Agricole

« Mes attentes pour le prochain temps : entrer dans le dur et le concret sur ces projets, y compris dans les divergences »

#### Institutions publiques et partenaires

« Mais attention : il n'y aurait rien de pire que de nier les besoins des gens sur les territoires. Il faut être à l'écoute de ce qu'ont dit les autres tables »

#### Expertises scientifiques et associatives

« Pour espérer concilier l'ensemble des sujets et points de vue, il faut coconstruire un cahier des charges commun pour ces retenues. »

#### Monde Agricole

Cela suppose une **mobilisation de tous les types d'acteurs**, qui n'est aujourd'hui pas toujours évidente selon certains participants.

« En tant qu'élu, mon ressenti est que nous sommes un peu seuls face à ce projet énorme, aux impacts conséquents, à l'importance des travaux qui vont restructurer le paysage et à affronter les oppositions. Je déplore que les principaux acteurs concernés, les viticulteurs (dont je fais partie), ne fassent que peu de demandes en mairie. J'aimerais des actions qui permettent de les impliquer, et nous élus, seront là pour leur donner les moyens. »

#### Institutions publiques et partenaires

« Il faut que les municipalités, les habitants... soient avec nous tous dans le même bateau »

#### Monde Agricole

Ainsi plus globalement, **l'approche participative proposée doit être poursuivie**

**tout au long des études**, et plusieurs acteurs ont indiqué leur intérêt à y participer. Pour eux, **ce travail doit être coconstruit** en croisant les regards et les compétences de chacun, y compris avec le monde de la recherche.

« Il est important de continuer cette démarche de rencontres et d'études en cours. »

#### Monde Agricole

« Il faudra d'autres réunions comme celle-ci pour penser ce projet qui doit se faire dans la co-construction. »

#### Monde Agricole

« Ce serait vraiment intéressant de faire un point et de proposer des temps de recherche avec des chercheurs compétents et des paysans sur l'avenir de l'agriculture et croiser nos infos. »

#### Monde Agricole

« Le CIVAM Bio répondra présent pour la suite des réflexions. »

#### Monde Agricole

Dans cette optique, **l'information est essentielle** : elle doit être transparente sur les tenants et aboutissants du projet, en ne faisant pas l'impasse sur les impacts possibles mais aussi en apportant une information objective pour éviter les préjugés ou les amalgames courants dans ce type de projets.

« On remarque un enjeu d'information : tout changement nécessite un accompagnement au préalable. »

#### Monde Agricole

« En termes de communication, il faut bannir le mot « bassines » : ce sont ici des retenues, qui n'ont rien à voir avec les bassines dont on entend parler ailleurs »

#### Monde Agricole

« Il faut vraiment expliquer aux gens (en particulier aux habitants) ce que sont ces projets, à quels enjeux ils répondent et quels sont leurs impacts réels »

#### Institutions publiques et partenaires

« Il faut arrêter de focaliser sur l'idée que les agriculteurs prendraient toute l'eau : ce n'est pas exact. »

#### Expertises scientifiques et associatives

En particulier, la communication autour du projet doit permettre d'**informer clairement les habitants et les riverains** sur les impacts des potentielles retenues au niveau local, en termes de nuisances possibles mais aussi en termes d'aspect paysager : **montrer des exemples**

**concrets et réalistes** de retenues qui soient bien intégrées au paysage peut permettre d'apaiser les craintes en la matière.

Les projets ne se feront que si les populations y adhèrent. »

#### **Institutions publiques et partenaires**

« Sur notre commune un collectif de riverains s'est monté et qui diffuse des images trouvées sur internet de grosses bâches pour les retenues (ce que nous refusons aussi d'ailleurs). Je pense qu'on aurait dû faire une proposition déjà plus aboutie pour montrer que ces retenues peuvent être un ouvrage paysager, avec des exemples. »

#### **Institutions publiques et partenaires**

« Il faut montrer des projets de retenues réussies aux habitants »

#### **Institutions publiques et partenaires**

« Les riverains sont inquiets d'avoir ces retenues sous leur fenêtre. Plutôt que penser gestion des nuisances, ne faudrait-il pas aussi penser apports ? »

**Monde Agricole**

# Notre proposition pour la prochaine rencontre

L'objectif du prochain Comité de concertation Inter-territoires du 27 novembre (n°2 sur 3), est de repartir des éléments issus de cette première rencontre pour travailler collectivement aux réponses qui pourraient être apportées face aux enjeux identifiés. Les propositions qui seront faites seront ensuite analysées par les équipes dédiées au projet, de manière à faire un retour auprès du Comité Inter-territoire lors de la rencontre suivante.

Au regard des enjeux prioritaires ayant émergé 12 octobre, nous imaginons à ce stade un travail s'organisant autour de 3 grands sujets :

- 1** *Les projets de retenue doivent s'inscrire dans une réflexion plus large **d'accompagnement de l'évolution du modèle agricole** : Dans le cadre du projet de retenues, qu'est ce qui pourrait être fait pour accompagner la mise en place de pratiques vertueuses et économes en eau ? pour accompagner des projets de diversification vers des cultures adaptées au climat futur et alimentaires ? pour maintenir une agriculture locale, vivante et de qualité ?*
- 2** *Si un ou plusieurs projets de retenue sont réalisés, il s'agira de mettre en place **une gouvernance d'accès et d'utilisation** pour garantir un partage de l'eau équitable au cours du temps pour tous : Comment assurer l'équité d'accès à l'eau ? Quelles règles d'accès, de gestion et d'utilisation de ces potentielles retenues ? Quelles modalités de suivi et d'évaluation ?*
- 3** *Les retenues qui pourraient être réalisées à la suite des études en cours sont **des ouvrages qui peuvent générer des impacts (positifs et négatifs) sur l'environnement humain et naturel** qui les entourent. **Comment minimiser au maximum les impacts négatifs mais aussi développer autant que possible les apports qualitatifs**, tout en tenant compte des contraintes techniques associées à ce type d'ouvrage ?*

L'atelier de travail se déroulera le 27 novembre prochain de 9h30 à 12h30. Vous serez répartis en 3 groupes, chaque groupe travaillant sur un des sujets (1- Modèle agricole, 2-Gouvernance, 3-Ouvrages) citées ci-dessus à travers :

- **Un premier temps de partage (environ 1h)** pendant lequel il s'agira de faire le point sur les différentes actions qui existent déjà pour apporter des éléments de réponse aux questions / enjeux soulevés
- **Un deuxième temps de brainstorming collectif (environ 1h)** pour proposer des solutions qui n'existent pas encore (pouvant être proposées par un des acteurs ou inventées collectivement)
- **Un troisième temps de structuration (environ 30 minutes)** pour organiser les propositions de solutions des temps précédents en entrées opérationnelles
- **Une conclusion (environ 15 minutes)** suivie d'un repas partagé pour finir d'échanger de manière conviviale.

Nous vous engageons donc d'ores et déjà, à préparer vos contributions aux différentes séquences ci-dessus annoncées, afin de les partager à cette occasion.